

JORDANIE : FICHE PAYS – OCTOBRE 2023



Catégorie OCDE (2023) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+ / B1 / BB-

Change : Dinar jordanien (JOD) / Régime de change fixe, ancrage à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Soutien politique, militaire et financier des pays occidentaux et du Golfe
- Forte production de potasse et de phosphate
- Relative stabilité politique autour de la personne du Roi

FAIBLESSES

- Risque sécuritaire lié à la situation des pays voisins
- Dépendance aux aides et capitaux étrangers
- Dette publique conséquente

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Si la Jordanie a rapidement contenu l'inflation en 2023, les perspectives de croissance restent modérées. Un chômage élevé (supérieur à 20 %) et la consolidation des finances publiques pèseraient sur la dynamique de la consommation. A moyen terme, la Jordanie cherchera à déployer sa stratégie « Economic Modernisation Vision » pour stimuler l'activité de plusieurs secteurs (construction, santé, transport, infrastructures énergétiques) et afin d'attirer des IDE ;
- Vulnérabilité des comptes publics : L'endettement public est très élevé (94 % du PIB). La Jordanie négocie un nouveau programme FMI post 2024 pour consolider ses finances publiques, un exercice délicat alors que le contexte social est dégradé et mène parfois à un report des engagements vis-à-vis du FMI. Le soutien des bailleurs de fonds s'avère incontournable pour combler les besoins de financement liés à un déficit budgétaire chronique, le risque souverain reste non négligeable ;
- Vulnérabilité extérieure : La Jordanie fait face à un déficit courant structurel, qui se redresse néanmoins depuis le S2 2022 avec la reprise du tourisme et la résilience des envois des fonds des expatriés. Ces flux alimentent les réserves de change (7,8 mois d'importations fin 2022) à l'instar de l'aide internationale. A ce stade, l'ancrage du dinar à l'USD n'est pas remis en cause.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire reste résilient et est un pilier de l'économie jordanienne.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Des élections législatives se tiendront en novembre 2024 et ne devraient pas donner lieu à des changements significatifs. Malgré un contexte social dégradé et le renforcement récent des pouvoirs du Roi Abdallah II, la stabilité politique du pays n'est pas remise en cause. La Jordanie consolide ses relations diplomatiques à l'international et bénéficie d'un soutien financier pour réduire le risque sécuritaire et faire face à la gestion des réfugiés sur son territoire.
- Climat des affaires : L'environnement des affaires pâtirait du contexte social et de la relative instabilité politique de la région, ravivée par le retour du conflit entre Israël et la bande de Gaza.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le niveau de risque physique en Jordanie est considéré modéré (ND-Gain). La Jordanie fait face à un défi de taille sur le dossier du financement de la transition. Le pays dispose d'atouts dans le développement de l'énergie solaire.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2015 et 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
1 États-Unis	22,2%	1 Arabie Saoud.	14,7%
2 Arabie Saoud.	11,0%	2 Chine	13,9%
3 Inde	8,4%	3 États-Unis	7,5%
4 Iraq	7,8%	4 Allemagne	5,0%
25 France	0,6%	5 France	4,8%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2019 (% du total)

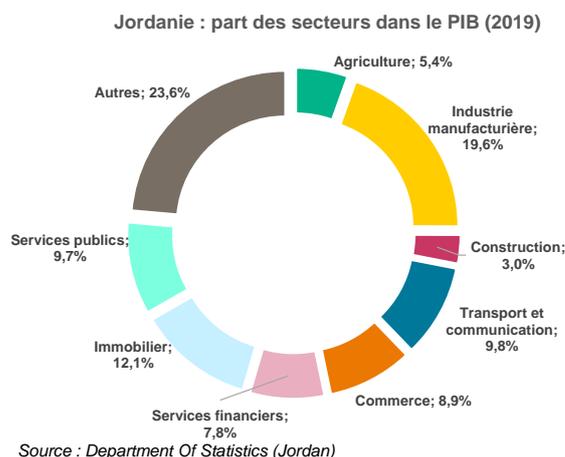
Exportations		Importations	
Vêtements	21,9%	Combustibles	17,9%
Engrais	10,4%	Machines méca.	7,9%
Produits pharma.	7,7%	Véhicules	7,0%
Métaux précieux	6,4%	Machines élect.	6,8%
Ciments	5,5%	Céréales	4,0%

Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

JORDANIE	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	44,6	43,6	45,2	47,5	50,0	52,7
<i>Rang PIB mondial</i>	93	90	92	92	88	87
Population (Mns)*	10,1	10,2	10,3	10,3	10,3	10,3
<i>Rang Population mondiale</i>	87	87	84	83	85	84
PIB / habitant (USD)	4 412	4 277	4 400	4 613	4 851	5 102
Croissance PIB (%)	1,8	-1,6	2,2	2,5	2,6	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	0,4	1,3	4,2	2,7	2,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	74,2	71,8	75,1	75,0	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	78,0	88,2	92,1	94,1	93,8	91,9
Solde public (% PIB)	-5,7	-8,6	-7,8	-7,3	-7,0	-6,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	14,7	18,2	17,2	16,5	17,0	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)*	-1,7%	-5,7%	-8,2%	-9,7%	-5,7%	-4,3%
IDE (% du PIB)**	1,5%	1,7%	1,3%	2,4%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)***	10,0	9,2	9,5	7,8	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)***	75,8	86,0	90,6	89,3	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)***	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés***	18,3	18,3	18,0	17,3	NA	NA
Taux de NPL***	5,0	5,5	5,0	5,5	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	103	102	104	106	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	75	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	86	86	88	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	56	50	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***CBJ a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch





1. SITUATION ECONOMIQUE

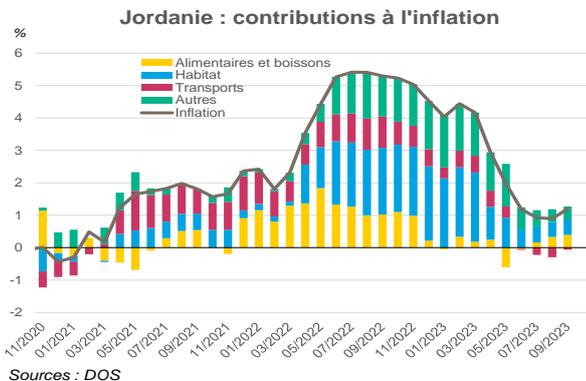
- **De la récession 2020 au rebond modéré en 2021-2022**

La Jordanie a subi le contrecoup de la crise du Covid-19 en 2020 (-1,6 %), mais l'impact a été relativement contenu grâce au relâchement rapide des mesures sanitaires. Avec une croissance de +2,2 %, dès 2021 le pays a renoué avec son niveau de PIB pré pandémie (hors activités de services : tourisme, transports).

En 2022, la croissance a atteint +2,5 %, principalement portée par les exportations nettes. La Jordanie a bénéficié d'une saison touristique exceptionnelle à partir de juin, contribuant à la reprise des activités de tourisme (15 % du PIB, 18 % de l'emploi). De plus, l'augmentation des prix des fertilisants a été favorable au secteur extractif¹. La Jordanie n'a en revanche pas été épargnée par les pressions inflationnistes (+4,2 % en m.a) post guerre en Ukraine. Une inflation qui, combinée à un marché du travail très dégradé (pic de taux de chômage à 22,8 %), a pesé sur la consommation privée.

- **Des perspectives modérées à court terme malgré la diminution de l'inflation**

En 2023 et 2024, les différents instituts de prévisions tablent sur une croissance du PIB proche de +2,5 %, soit des chiffres dans la moyenne des années 2010.



En 2023, la consommation privée se redresserait, profitant d'une inflation qui a rapidement décéléré (+1 % au T3 2023). Cette baisse rapide de l'inflation est à mettre en lien avec : i) la politique monétaire agressive de la Banque centrale (CBJ)², ii) un effet de base favorable à partir d'avril³ et iii) un dinar jordanien (JOD) fort, en raison de l'appréciation de l'USD en 2022, auquel est arrimé le JOD. Les envois de fonds des expatriés (près de 11 % du PIB), particulièrement en provenance des pays Golfe⁴, permettent par ailleurs de soutenir les revenus. Ces flux devraient rester soutenus en 2024, en lien avec les perspectives favorables au sein des économies du Golfe. Le taux de chômage (certes en

¹ Les exportations d'engrais ont augmenté de +44 % en m.a.
² Hausse de +550 pdb des taux directeurs depuis mars 2022 et multiplications des émissions de certificats de dépôts de la CBJ pour retirer de la liquidité sur le marché interbancaire.
³ En avril 2022, les tarifs d'électricité avaient augmenté en lien avec le retrait de subventions dans un contexte de prix élevés.

baisse mais toujours élevé : 21,9 % au total, 50 % chez les jeunes) constitue une menace persistante pour la consommation privée. Deux autres facteurs pourraient également ralentir sa dynamique en 2024 : le renchérissement du coût du crédit bancaire et la nécessité de consolider les finances publiques, conformément aux engagements pris vis-à-vis du FMI⁵ (cf. Partie 2).

L'actuel programme FMI prenant fin en 2024, les autorités jordaniennes ont émis le souhait de négocier un nouvel accord. Dans ce cadre, le pays devrait maintenir le rythme des réformes afin d'encadrer la structure et l'évolution des dépenses publiques, ce qui mènerait à une moindre contribution de la consommation publique à la croissance de l'activité.

L'investissement privé s'intensifierait dans le secteur extractif (en lien avec des cours toujours élevés des fertilisants) et aussi pour la construction, les transports, la santé et les infrastructures énergétiques, des secteurs ciblés par la stratégie « Economic Modernisation Vision » (EMV) lancée en 2023 (cf. ci-dessous).

- **Perspectives à moyen terme**

A moyen-long terme, la croissance du PIB s'établirait à +3 % / an en moyenne selon le FMI et reposait notamment sur plusieurs secteurs : la pharmacie, les énergies renouvelables (cf. Partie 5), les TIC ou encore un secteur financier, réputé sain et résilient.

La stratégie EMV vise à créer 1 million d'emplois et à doubler le PIB d'ici 2033. La construction d'une nouvelle ville à partir de 2025, pour désengorger les villes d'Amman et de Zarqa, devrait booster les perspectives du secteur de la construction (10 % du PIB). Cette stratégie s'avère néanmoins très ambitieuse, au vu des capacités d'investissement contraintes du gouvernement. L'EMV sera également financé par le fonds souverain ainsi que par des IDE⁶, avec notamment des promesses d'engagement du côté des E.A.U dans le secteur manufacturier. Des réformes ont par ailleurs été entreprises sur la période 2018-2020 (favoriser le développement du secteur privé, loi sur les PPPs, réduction des barrières réglementaires) et seront amenées à être complétées pour renforcer l'attractivité du Royaume.

La gestion du risque social demeure un défi de premier plan en termes de stabilité politique (cf. Partie 4) et économique. Un chômage structurellement élevé limite les perspectives d'amélioration du niveau de vie de la population (taux de pauvreté de 16 % selon la Banque Mondiale). Pour y faire face, un programme d'emploi (Tashgeel) a été lancé, en partie financé par la Banque Mondiale, visant à favoriser notamment l'emploi des femmes dans le secteur privé.

⁴ Ces pays représentent près de 66 % des fonds perçus.
⁵ Programme assorti d'une assistance financière de 1,5 Md USD sur la période 2020-2024.
⁶ Les flux entrants d'IDE représentaient 3,5 % du PIB en Jordanie en moyenne entre 2012 et 2022, soit un chiffre élevé et supérieur à la moyenne régionale.

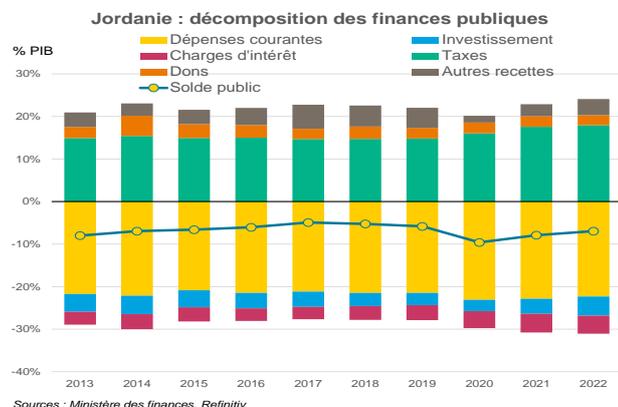


L'économie jordanienne reste extrêmement dépendante des flux d'aides internationaux, notamment pour soutenir le pays dans sa gestion des réfugiés⁷. Cette aide est d'autant plus déterminante que les marges budgétaires sont très réduites (cf. Partie 2). L'aide internationale a représenté 9 % du PIB en 2022. Bien que ces montants soient jugés insuffisants par les autorités locales pour répondre notamment au risque d'insécurité alimentaire, l'assistance en provenance des Nations Unies devraient diminuer en 2024. Le pays bénéficie également de l'assistance financière de pays voisins et alliés⁸.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Consolidation des finances publiques sous contrainte**

Le déficit public s'est fortement creusé sur la période 2010-2013, en lien avec la hausse des dépenses pour contenir le mécontentement de la population lors du Printemps Arabe, puis post 2020 en réponse à la crise du Covid-19. Après une première phase de rebond en 2021, les recettes ont de nouveau augmenté en 2022 (+11 %). Toutefois cette hausse n'a pas permis une réduction plus significative du déficit public (-7,3 % du PIB, -9,7 % du PIB hors dons), dans un contexte de renforcement du soutien public face à l'inflation (subventions, exemptions d'impôts, transferts).



Au S1 2023, la Jordanie a dégagé un léger excédent primaire (+0,3 % du PIB, mais -2,1 % hors dons), ce qui contribuerait à réduire le déficit public (qui atteindrait -7 % du PIB selon le FMI) sans pour autant atteindre les cibles fixées préalablement avec le FMI. En effet, cette amélioration a été en grande partie compensée par la hausse des charges d'intérêts au S1 2023 (+17 % en g.a). Ce poste de dépenses a tendance à rapidement augmenter depuis 2017⁹, ce qui constitue une source de fragilité à moyen terme. Une autre source de fragilités à court et moyen terme se situe au niveau des dépenses

pour couvrir les pertes des entreprises publiques d'électricité (NEPCO) et d'eau (WAJ)¹⁰.

A court et moyen terme, le gouvernement devrait poursuivre les réformes budgétaires avec l'assistance du FMI, notamment pour encadrer l'évolution de la masse salariale, lutter contre l'évasion fiscale et graduellement lever les subventions sur le carburant. La réduction de ces dépenses s'inscrit également dans la volonté et de dégager de l'espace budgétaire pour mener des dépenses stratégiques : militaires, transferts sociaux ciblés aux populations vulnérables, investissement. Cependant, comme cela fut le cas par le passé, la consolidation budgétaire sera probablement rendue délicate par le contexte social tendu (cf. Parties 1 et 4).

- **Le risque souverain reste significatif**

En dépit de d'un endettement public très élevé (94,1 % du PIB en 2022, +23,6 pts en 10 ans), l'engagement dans des programmes avec le FMI continue d'envoyer un signal positif. Cela amène notamment les agences à ne pas dégrader la note souveraine du pays (depuis 5 ans par S&P et depuis 10 ans par Moody's). La Jordanie a levé un eurobond de 1,25 Md USD en avril 2023, dans des conditions plus avantageuses qu'en 2022 et ce malgré le contexte global des taux d'intérêt plus élevés.

Avec une part des créanciers officiels dans la dette externe PPG de 53 %, la Jordanie bénéficie globalement de taux préférentiels, permettant d'atténuer le degré de risque lié à cet endettement élevé. Cette dette est majoritairement libellée en USD (près de 70 %), mais le risque de change restera contenu tant que l'ancrage du dinar à l'USD est assuré (cf. Partie 3). Par ailleurs, la dette publique est essentiellement émise à long terme, limitant ainsi le risque de refinancement. Les principales fortes échéances pour le remboursement de la dette obligatoire interviendront en 2026.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Déficit courant chronique**

La Jordanie fait face à un déficit courant structurel (en moyenne -8,7 % du PIB pendant les années 2010) et ce dernier s'est creusé en 2022 sous le poids de la hausse de la facture énergétique. Toutefois, un inversement de tendance est observé depuis le S2 2022, où le déficit commercial se réduit, porté par la réduction des prix énergétiques¹¹ et des exportations dynamiques d'engrais (au S2 2022), de produits chimiques / pharmaceutiques et de vêtements (au S2 2022 et au S1

⁷ 20 % de la population, surtout des Palestiniens et Syriens.

⁸ En provenance du Koweït et de l'Arabie Saoudite, comme cela fut le cas lors des tensions sociales en 2018 et 2022.

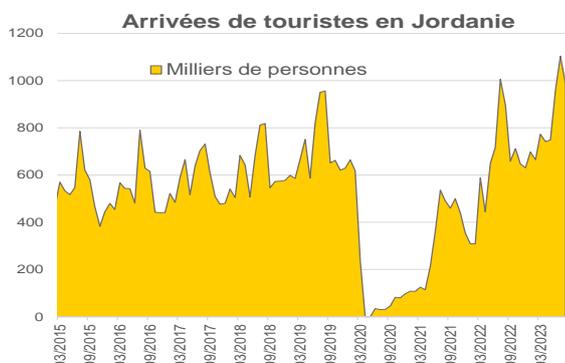
⁹ En 2022, 4,4 % du PIB (+1,6 pts depuis 2017), 16,5 % des recettes (+5,2 pts depuis 2017).

¹⁰ Ces pertes représentaient 1,4 % du PIB en 2022 et atteindraient 1,1 % du PIB en 2023 selon l'estimation du FMI.

¹¹ Signature d'accord avec l'Égypte, l'Iraq et Israël en 2018 pour s'approvisionner en énergie à des taux avantageux et développement de substituts énergétiques nationaux.



2023). Dans le même temps, l'excédent de la balance des services (embellie du tourisme) s'est renforcé et celui de la balance des revenus (envois de fonds des expatriés) se maintient. Les différents instituts de prévisions tablent sur une réduction progressive du déficit courant (entre -3 et -5 % du PIB à horizon 2025).



Sources : Ministry of Tourism & Antiquities, Refinitiv

- **Ancrage du dinar non menacé**

Pour faire face à ses importants besoins de financement extérieur¹², la Jordanie s'appuie essentiellement sur les dons, les IDE, et le soutien financier des bailleurs de fonds internationaux. Le ratio des réserves de changes ARA EM du FMI reste supérieur à 100 %, soit un niveau estimé suffisamment élevé pour faire face au règlement de la dette extérieure et des importations. La stabilité du dinar n'est pas remise en question et pour assurer son ancrage à l'USD, la CBJ devrait entrer dans une nouvelle phase de baisse des taux directeurs en 2024, conformément aux anticipations de desserrement monétaire aux Etats-Unis.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Elections en 2024**

Des élections législatives se tiendront en novembre 2024. Depuis le changement de la loi électorale en 2022, le nombre de sièges à briguer à l'Assemblée nationale passe de 130 à 135¹³. Lors des dernières élections de 2020, les candidats indépendants ont remporté la majorité des sièges, ce qui devrait être également le cas en 2024, une coalition autour d'une opposition menée par le front d'action islamique¹⁴ restant peu probable au vu des oppositions entre les différents partis.

Les relations entre le Roi Abdallah II et les représentants du système tribal (soutien déterminant à la monarchie en Jordanie) se sont récemment tendues. Par ailleurs, depuis 2021, les pouvoirs du Roi ont été renforcés dans les domaines de la justice et de sécurité nationale, sans

¹² 11,7 % du PIB en moyenne en 2012-2022, 6 % d'ici 2028.

¹³ Tandis que les 65 sénateurs sont nommés par le Roi.

¹⁴ Le parti des Frères musulmans, 5 sièges en 2020

¹⁵ D'importantes manifestations ont eu lieu fin 2022 contre la hausse du prix du gaz, comme cela fut le cas en 2028, où les

avoir à prendre en compte l'avis du Premier Ministre ou du Parlement. Malgré ce virage politique et un contexte social dégradé (chômage élevé, pénuries d'eau)¹⁵, le Roi Abdallah II resterait à la tête du pays, un consensus se dégageant localement de préserver une forme de stabilité politique et éviter un scénario comme celui connu en Syrie ou en Libye durant les années 2010.

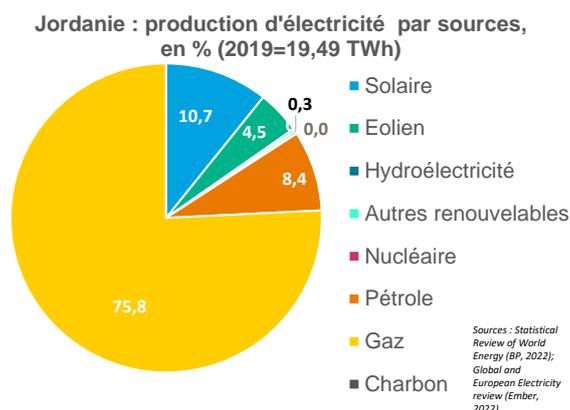
Au vu de la nécessité de résorber le risque social et de répondre au mécontentement de la population, certaines réformes négociées avec le FMI pourraient être reportées, ce qui peut compliquer les relations avec ce dernier.

Le positionnement stratégique du pays dans la région (sécurité, réfugiés, relations avec Israël et les pays du Golfe) lui vaut un soutien logistique et militaire de ses partenaires internationaux. La reprise du conflit entre Israël et la bande de Gaza en 2023 devrait peser sur la perception et l'évolution du climat des affaires dans la région¹⁶.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Jordanie se classe à la 50^e place au classement des vulnérabilités au ND-Gain, soit un niveau de risque physique faible à modéré. Le pays présente notamment des fondamentaux solides en termes de santé et de préservation des écosystèmes, mais enregistre de fortes fragilités en termes d'habitat et d'eau.

Le niveau d'émissions de CO2/habitant se situe sous la moyenne mondiale, et ces émissions ont eu tendance à décélérer depuis 2017. Par ailleurs, dans le cadre des accords de Paris, le pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 (par rapport au niveau de 2014).



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

autorités avaient dû finalement annuler les augmentations du prix des carburants pour contenir les émeutes.

¹⁶ Alors même que le pays a mis en œuvre un plan d'action pour sortir de la liste grise du GAFI pour renforcer la perception du climat des affaires.



Une population qui a augmenté de +56 % en 10 ans, des pénuries d'eau¹⁷ mènent à une demande croissante d'énergie présente un réel défi, tant en termes d'approvisionnement énergétique, que de transition et de financement. Avec des capacités de production

excédentaires d'ENR, essentiellement basées sur l'énergie solaire, la Jordanie dispose d'atouts et a rapidement augmenté la part des ENR à 15,5 % de son mix électrique (objectif 30 % d'ici 2030).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

¹⁷ Pour y faire face, un vaste projet de construction d'usine de dessalement et d'approvisionnement Aqaba-Amman serait finalisé à horizon 2028.